

Unité départementale du Hainaut
Équipe V2
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



SUEZ RV NORD EST

rue de l'égalité
lieudit de la Planchette
59287 LEWARDE

Références : V2/2022-292
Code AIOT : 0007000461

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2022 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté rue de l'égalité lieudit de la Planchette 59287 LEWARDE. L'inspection a été annoncée le 24/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- rue de l'égalité lieudit de la Planchette 59287 LEWARDE
- Code AIOT : 0007000461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société SUEZ RV Nord Est exploite une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire des communes de Lewarde et de Loffre dans le département du Nord (59).

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 09/10/2008, complété notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 20/06/2017 et du 23/07/2021.

Le site est autorisé à admettre 160 000 tonnes de déchets par an. Les déchets admissibles proviennent des départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Aisne.

Le site est soumis à autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 3540 : Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes ;
- 2760-2 : Installation de stockage de déchets non dangereux.

Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED. L'arrêté préfectoral du 09/10/2008 autorise l'exploitation de l'extension de la zone de stockage, dénommée casier 8 (casiers 8a et 8b), pour une durée de 25 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des lixiviats en filière externe.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des lixiviats	AP Complémentaire du 20/06/2017, article 5	/	Sans objet
2	Registre déchets sortants	Code de l'environnement, article R.541-43	/	Sans objet
3	Régularité des filières de gestion des déchets	Code de l'environnement, article L.541-2	/	Sans objet
4	Régularité des transferts transfrontaliers de déchets	Code de l'environnement, article L.541-40	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 15/09/2022 a permis de constater que :

- l'exploitant a géré une partie des lixiviats produits en 2021 par son installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) en filières de traitement externes ;
- cette gestion externe de lixiviats bruts (à traiter) a été réalisée bien qu'aucun dysfonctionnement de l'installation de traitement des lixiviats n'ait été à déplorer.

Cette gestion externe de lixiviats bruts est donc, en ce sens, contraire aux dispositions réglementaires applicables à l'exploitant.

Toutefois, cette gestion externe de lixiviats bruts a été réalisée dans un contexte d'adéquation des capacités de traitement, dans des périodes très ciblées (avril/mai 2021 et septembre/octobre 2021), n'a pas été constatée ni en 2019, ni en 2020 et n'a pas été réitérée en 2022. L'Inspection estime en conséquence qu'elle revêt un caractère épisodique et non pérennisé.

Par ailleurs, dans le cadre de cette externalisation, l'exploitant a respecté les autres dispositions réglementaires applicables en matière de gestion des déchets sortants.

Aussi, pour ces faits de 2021, l'Inspection ne propose pas de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2017, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des lixiviats
<p>Prescription contrôlée : Les articles 126-V, 127 et 128 de l'arrêté préfectoral du 09 octobre 2008 sont remplacés par les dispositions suivantes : "V. Lixiviats Les lixiviats sont collectés dans des réseaux spécifiques et dirigés dans des bassins étanches. Les lixiviats sont traités sur le site avant d'être rejetés dans le milieu naturel, sous réserve des critères fixés à l'article 138. En cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement, l'exploitant peut faire traiter ces effluents en tant que déchets dans une installation dûment autorisée. [...]"</p>
<p>Constats : Les lixiviats produits par l'installation de stockage de déchets non dangereux de Lewarde doivent être traités sur le site avant rejet au milieu naturel. A cet effet, le site dispose d'une installation interne de traitement des lixiviats d'une capacité annuelle de traitement de 20 000 m³. Toutefois en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement des lixiviats, l'exploitant peut faire traiter ces effluents (déchets) dans une installation externe dûment autorisée.</p> <p>L'examen de la déclaration GERE au titre de 2021 laisse apparaître que l'exploitant a géré une partie des lixiviats produits par son installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) en filières de traitement externes, en tant que déchets sous le code 19 07 03 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1895 t traitées par SUEZ RV NE à Hersin-Coupigny ; • 465 t traitées par TWZ GAND à Gent en Belgique, <p>soit un total de 2360 t.</p> <p>La visite d'inspection du 15/09/2022 a permis de constater que cette gestion externe de lixiviats bruts (à traiter) a été réalisée bien qu'aucun dysfonctionnement de l'installation de traitement des lixiviats n'ait été à déplorer. Cette gestion externe de lixiviats bruts est donc, en ce sens, contraire aux dispositions réglementaires applicables à l'exploitant.</p> <p>Afin de se justifier, l'exploitant a indiqué que le rendement de la plateforme interne de traitement des lixiviats était directement lié à la production de biogaz généré par le stockage des déchets sur site (enfouissement). En effet le biogaz produit est valorisé dans un moteur de cogénération produisant de l'électricité et de la chaleur ; cette dernière est utilisée pour le fonctionnement de la station de traitement des lixiviats.</p> <p>Dans le cadre de baisses attendues de production de biogaz (attente des travaux de couverture des cellules de stockage notamment), donc de baisse de rendement moteur et par conséquent de baisse de rendement de la station de traitement des lixiviats, l'exploitant a libéré de la capacité en faisant gérer une partie des lixiviats bruts présents sur le site, en attente de traitement, dans des installations de traitement externes. Cette externalisation de gestion des lixiviats bruts lui aurait également permis de procéder à quelques travaux et opérations de nettoyage sur ses installations de traitement.</p> <p>Afin d'étayer ses motivations, l'exploitant a indiqué que ces déstockages de lixiviats bruts se sont inscrits dans des périodes très ciblées : avril/mai 2021 et septembre/octobre 2021.</p> <p>L'examen du registre 2021 des déchets sortants du site a permis de corroborer les déclarations de l'exploitant : les expéditions de lixiviats bruts ont été réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • entre le 06/04/2021 et le 20/05/2021, • entre le 13/09/2021 et le 01/10/2021, • pour une quantité totale de 2360 t dont 1895 t à destination d'Hersin-Coupigny et 465 t à

destination de Gent.

Ces quantités et les exutoires de traitement figurent également :

- dans la déclaration GERE 2021 de l'exploitant,
- dans le rapport annuel d'activité 2021 de l'exploitant.

Par ailleurs ni les déclarations GERE 2019 et 2020, ni le registre 2022 des déchets sortants du site ne laissent apparaître d'autres expéditions de lixiviats bruts.

L'ensemble de ces éléments tend à témoigner du caractère épisodique et non pérennisé de cette gestion externalisée de lixiviats bruts par l'exploitant sur une partie de l'année 2021.

Bien que cette gestion externe de lixiviats bruts en l'absence de dysfonctionnement des installations de traitement des lixiviats, constitue une non-conformité réglementaire, l'Inspection s'est assurée du respect des autres dispositions réglementaires applicables en matière de gestion des déchets sortants : traçabilité des déchets et régularité des filières de traitement externes (cf. points de contrôle suivants).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets sortants
<p>Prescription contrôlée : <u>Article R.541-43 du code de l'environnement</u> I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. [...]</p> <p><u>Article 2 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement</u> Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats : Les lixiviats bruts sont des déchets non dangereux (code déchets 19 07 03). A ce titre, ils ne sont pas visés par les dispositions réglementaires en matière de bordereau électronique de suivi de déchets (R.541-45 du code de l'environnement) lors de leur expédition.

En revanche, conformément à l'article R.541-43, l'exploitant tient un registre interne informatisé des déchets sortants du site afin d'en assurer la traçabilité.

Observation 1 : Le registre contient l'ensemble des informations réglementaires requises, à l'exception du n° de récépissé du transporteur VDK SAS mais pour lequel l'exploitant a présenté le récépissé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Régularité des filières de gestion des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.541-2
Thème(s) : Risques chroniques, Régularité des filières de gestion des déchets
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
Constats : <u>Sur la régularité du transporteur et de la filière de traitement SUEZ RV NORD EST d'Hersin-Coupigny</u> <u>Vérification par l'exploitant de la régularité des transporteurs à qui il confie ses déchets :</u> Le registre 2021 des déchets sortants identifie le transporteur DELCROIX sous le n° de récépissé 2018/TD/004 pour l'acheminement des déchets de lixiviats bruts depuis le site vers l'installation de traitement SUEZ RV NE d'Hersin-Coupigny. En séance, l'exploitant a présenté ledit récépissé de déclaration délivré par la préfecture du nord en date du 19/01/2018 pour l'exercice de l'activité de transport par route de déchets dangereux et non dangereux. La validité de ce récépissé est de 5 ans. L'exploitant est en mesure de justifier la régularité du transporteur auquel il a fait appel. <u>Vérification par l'exploitant de la régularité de la filière de traitement de déchets à laquelle il fait appel :</u> Le registre 2021 des déchets sortants identifie l'installation SUEZ RV NE d'Hersin-Coupigny pour le traitement des déchets de lixiviats bruts sous le code 19 07 03. L'exploitant a présenté le certificat d'acceptation préalable pour ces lixiviats émis par l'installation de traitement en date du 12/01/2021 et valable 1 an. Cette période de validité couvre les expéditions de lixiviats bruts en provenance de l'ISDND de Lewarde et réceptionnés par l'installation de traitement. L'exploitant a présenté les arrêtés d'autorisation encadrant l'exploitation de l'installation de traitement : <ul style="list-style-type: none">• APC du 03/09/2014,• APC du 01/06/2021. Ces arrêtés autorisent le traitement de déchets de lixiviats non dangereux en provenance des ISDND exploitées par SUEZ RV et implantées en région Hauts-de-France. L'exploitant est en mesure de justifier la régularité de la filière de traitement des lixiviats à laquelle il a fait appel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Régularité des transferts transfrontaliers de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.541-40
Thème(s) : Risques chroniques, Régularité des transferts transfrontaliers de déchets
Prescription contrôlée : <u>Article L541-40 du code de l'environnement</u> I.-L'importation, l'exportation et le transit de déchets sont soumis aux dispositions du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets. [...] <u>Article 3 du règlement Règlement n° 1013/2006 du 14/06/06 concernant les transferts de déchets</u> Cadre de procédure général 1. Sont soumis à la procédure de notification et de consentement écrits préalables, conformément aux dispositions du présent titre, les transferts ayant pour objet les déchets suivants : s'il s'agit de déchets destinés à être éliminés : tous les déchets ; [...]
Constats : <u>Sur la régularité du transfert transfrontalier, du transporteur et de la filière de traitement TWZ GAND à Gent (Belgique)</u> Le registre 2021 des déchets sortants identifie le transporteur VDK SAS à Brillon pour l'acheminement des déchets de lixiviats depuis le site vers l'installation de traitement TWZ GAND à Gent en Belgique pour le traitement des déchets de lixiviats sous le code 19 07 03. L'exploitant a présenté le récépissé de déclaration n°2018/TD/102 délivré au transporteur par la préfecture du nord en date du 14/11/2018 pour l'exercice de l'activité de transport par route de déchets dangereux et non dangereux. La validité de ce récépissé est de 5 ans. Observation 1 (rappel) : En revanche, le numéro de récépissé du transporteur n'est pas renseigné dans le registre. Conformément au règlement CE n°1013/2006, le transfert transfrontalier des déchets non dangereux destinés à être éliminés est soumis à la procédure de notification. En vertu de cette procédure, l'exploitant a présenté le consentement aux transferts transfrontaliers de ces déchets émis le 24/03/2021 par le Pôle National des Transferts Transfrontaliers de Déchets sous le numéro de notification n° FR 2020 059141 pour une quantité maximale de 8 120 t et valable jusqu'au 07/02/2022. Cette période de validité couvre les expéditions de lixiviats à traiter en provenance de l'ISDND de Lewarde. Les quantités de lixiviats effectivement transférés s'élèvent à 465 t et respectent les quantités autorisées. Le consentement aux transferts transfrontaliers : <ul style="list-style-type: none">• identifie SUEZ RV NE à Lewarde comme producteurs des déchets de lixiviats de décharge ;• identifie la société SAS TDK à Brillon comme transporteur autorisé dans le cadre de la notification ;• Identifie la société TWZ GAND à Gent en Belgique en tant qu'installation de traitement de ces déchets ;• identifie l'opération de traitement sous le code D8 (Traitement biologique non spécifié ailleurs dans la présente annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon un des procédés numérotés D 1 à D 12). L'exploitant est en mesure de justifier la régularité de la gestion des déchets de lixiviats en Belgique.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet